



HAL
open science

Les gauches argentine et péruvienne face au lawfare et au "néolibéralisme par surprise"

Vincent Arpoulet

► **To cite this version:**

Vincent Arpoulet. Les gauches argentine et péruvienne face au lawfare et au "néolibéralisme par surprise". 2022. ⟨halshs-03965353⟩

HAL Id: halshs-03965353

<https://shs.hal.science/halshs-03965353v1>

Submitted on 3 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



• 15/12/2022

[Vincent Arpoulet](#)

Les gauches argentine et péruvienne face au lawfare et au « néolibéralisme par surprise »

En Argentine comme au Pérou, les gouvernements élus sur une base programmatique visant à rompre avec l'organisation néolibérale de l'économie subissent actuellement de plein fouet les effets des tentatives de déstabilisation auxquelles ont recours leurs opposants de droite en vue de contourner les résultats des processus démocratiques ayant conduit ces dirigeants de gauche au pouvoir. La judiciarisation de la vie politique et la dénonciation de fraude électorale sont autant d'instruments utilisés

par les néolibéraux en ce sens. La polarisation politique exacerbée qui en découle favorise l'émergence du "néolibéralisme par surprise", qui se met notamment en place au Pérou sous l'impulsion de la nouvelle présidente Dina Boluarte qui estime qu'il est nécessaire de faire primer la gouvernance technocratique sur le gouvernement en vue de surmonter le blocage institutionnel auquel est confronté le gouvernement péruvien.

Si nous pouvons constater que l'Amérique latine est traversée par une nouvelle "vague rose" caractérisée par l'arrivée au pouvoir de gouvernements critiques vis-à-vis de l'idéologie néolibérale dans la majorité des Etats du continent depuis l'élection d'Andrés Manuel Lopez Obrador à la tête du Mexique au mois de décembre 2018, les gouvernements issus de cette dynamique en Argentine et au Pérou sont, à des degrés divers, particulièrement fragilisés à l'heure actuelle. En effet, Cristina Fernandez de Kirchner, qui a été élue vice-présidente de l'Argentine aux côtés d'Alberto Fernandez en 2019 après avoir dirigé le pays entre 2007 et 2015, a été condamnée le 6 décembre dernier à une peine de six ans de prison, ainsi qu'à une inéligibilité à vie après avoir été déclarée coupable d'avoir eu recours à des pratiques d' "administration frauduleuse" dans le cadre de l'octroi de parts de marché dans la province de Santa Cruz qu'elle a représenté au Sénat argentin entre 2001 et 2005. Dès le lendemain de cette condamnation, c'est au tour du président péruvien Pedro Castillo, lui aussi élu sur une base programmatique visant à rompre avec l'organisation néolibérale de l'économie en 2021, d'être destitué par le Parlement. Cette destitution survient après que le dignitaire de gauche ait annoncé la dissolution de ce même Parlement, malgré le fait que la Constitution ne l'autorise alors pas à appliquer une telle mesure. A l'heure où nous entendons tout et son contraire au sujet de ces deux affaires, il apparaît alors nécessaire de se pencher en détails sur les différentes dynamiques ayant conduit à ces deux événements qui pourraient être caractéristiques d'un reflux de la vague progressiste dans ces deux Etats.

La démocratie argentine vacille sous les coups du *Lawfare*.

“La sentence était écrite. L’idée était de me condamner”, affirme Cristina Kirchner à l’issue du verdict rendu. Force est de constater que la manière dont s’est déroulé le processus judiciaire conduisant à cette sentence semble effectivement lui donner raison. Tout débute au mois de novembre 2008 par une plainte déposée par Elisa Carrio, qui n’est autre que l’adversaire de Cristina Kirchner au second tour du scrutin présidentiel qui s’était tenu un an auparavant. Accompagnée de plusieurs parlementaires issus de la Coalition civique, une coalition politique centriste fondée en 2007 en vue d’appuyer sa candidature face à la candidate de gauche qui sera finalement élue, elle accuse alors Nestor Kirchner, président de gauche sortant et époux de Cristina Kirchner, d’avoir octroyé un certain nombre de contrats publics à l’entrepreneur Lazaro Baez à des prix surestimés. En d’autres termes, il est alors accusé d’avoir mis en place un système de détournement de fonds publics en rémunérant à des prix surévalués les activités de construction d’infrastructures publiques routières réalisées par cet entrepreneur au sein de la province de Santa Cruz, le surplus relatif à ces financements étant, selon ces parlementaires, répartis entre Kirchner, Baez et plusieurs de leurs proches tels que Julio Miguel De Vido, ex Ministre de la Planification Fédérale. Il n’est ici pas inutile de préciser que Cristina Kirchner ne figure pas dans cette liste d’accusés lorsqu’éclate cette affaire alors prise en mains par le juge fédéral Julian Ercolini. Par ailleurs, celui-ci se déclare très vite inapte à faire la lumière sur cette affaire, arguant du fait que c’est à la Justice de Santa Cruz de se prononcer dans la mesure où : “la Direction Nationale de la Voirie a délégué à l’Administration Générale de la Voirie Provinciale” la gestion de la concession de contrats publics à Lazaro Baez. Or, il se trouve qu’en 2015, le juge d’instruction chargé du traitement de cette affaire déclare explicitement qu’il ne dispose d’aucune preuve lui permettant d’affirmer que les délits dénoncés à travers les accusations de la Coalition civique existent réellement.

Cependant, l’affaire revient quelques mois plus tard sur la table sous

l'impulsion de Javier Iguacel, nommé à la tête de la Direction Nationale de la Voirie suite à l'élection du libéral Mauricio Macri à la présidence de l'Etat argentin. Ce dernier décide en effet d'engager un audit de l'ensemble des concessions publiques octroyées à Lazaro Baez dans la province de Santa Cruz. Et c'est là que le bât blesse. Si cet audit affirme noir sur blanc que : "Les erreurs de certification de travaux publics observées ne sont pas considérées comme significatives au regard de la magnitude des travaux en question", celui-ci décide malgré tout de déposer une plainte auprès de la justice fédérale de Buenos Aires en vue de dénoncer ces erreurs de certification. Et cette fois-ci, Cristina Kirchner est placée sur le banc des accusés sur la base du simple motif d' "association illicite" à des pratiques de corruption. Dans cette perspective, l'un des seuls arguments sur lesquels repose sa condamnation récemment officialisée est le fait qu'en tant que Première Dame, elle était indubitablement informée des agissements de corruption auxquels a pu avoir recours son époux, ce qui, nous en conviendrons, représente une preuve quelque peu insuffisante pour justifier le bien-fondé d'une affaire judiciaire de cette envergure.

Par ailleurs, une rapide analyse du profil des juges chargés de la gestion de cette affaire nous conduit nécessairement à nous interroger sur leur véritable attachement à l'idéal de justice. En effet, c'est notamment Julian Ercolini, qui s'était pourtant déclaré incompetent à traiter cette affaire 7 ans auparavant, qui décide de prendre en mains la plainte déposée par la Direction Nationale de la Voirie en 2015. Et ce, alors même que son épouse, Julia Kenny, occupe alors le poste de porte-parole de German Garavano, ministre de la Justice au sein du gouvernement Macri, ce qui représente un risque de conflit d'intérêt évident. Et les atteintes portées au principe d'indépendance de la justice ne s'arrêtent pas là. En effet, il se trouve que Carlos Belardi, l'avocat chargé de défendre Kirchner, n'est pas autorisé par la Cour de Cassation à assister au tirage au sort des membres du tribunal chargé de trancher cette affaire. Or, les conséquences de ces nominations opaques sont loin d'être anodines. En effet, Rodrigo Giménez Uriburu, président de ce tribunal, s'avère être un proche de Mauricio Macri, comme le révèle le quotidien *Pagina 12* qui publie, le 8 août 2022,

des photos montrant ce dernier, ainsi que Diego Luciani, le procureur de cette affaire, réunis pour un match de football au sein d'une ferme appartenant à l'ex-président argentin⁽¹⁾. Ces relations entre les juges chargés de l'affaire Kirchner et l'un de ses principaux opposants politiques ne sont pas sans rappeler la proximité entre Jair Bolsonaro et le juge Sergio Moro, qui s'est vu nommer au poste de Ministre de la Justice au sein du gouvernement formé par le président de droite radicale seulement 6 mois après avoir condamné Lula pour corruption.

A l'image de la droite brésilienne en 2016, nous pouvons ainsi constater que son homologue argentine cherche à s'appuyer sur des motifs judiciaires en vue d'écartier de la scène politique la figure de gauche la plus populaire à l'approche des prochaines élections présidentielles qui doivent se tenir au mois d'octobre 2023. En effet, bien que Kirchner ait annoncé, suite à l'officialisation de sa condamnation, son choix de ne pas présenter sa candidature lors du prochain scrutin présidentiel, elle serait, selon une enquête d'opinion publiée le 21 octobre dernier par l'institut *Pérez Aramburu y Asociados*⁽²⁾, la personnalité de gauche disposant du plus important potentiel électoral dans la mesure où 30% des sondés déclarent être certains ou du moins, ouverts à l'idée de lui apporter leur suffrage en cas de candidature, loin devant les 29 et 19% d'opinions favorables respectivement obtenues par Sergio Massa, actuel Ministre de l'Economie argentin, et Alberto Fernandez. A l'image de l'affaire Lula au Brésil, cette condamnation est ainsi représentative du processus de *lawfare*, qui désigne une instrumentalisation de la justice à des fins politiques, un instrument auquel ont recours de plus en plus systématiquement les droites conservatrices latino-américaines en vue de discréditer et marginaliser leurs opposants progressistes. Or, de même qu'au Brésil, cette immersion des juges dans la sphère politique depuis plusieurs années vient fragiliser le pacte démocratique argentin, ce qui conduit à une polarisation exacerbée de la société qui s'est notamment traduite par la tentative d'assassinat de Cristina Kirchner au mois de septembre 2022. C'est une polarisation politique d'une intensité similaire qui a conduit à l'exacerbation de la crise politique péruvienne.

La destitution de Castillo : de l' "autogolpe" au "néolibéralisme par surprise".

Depuis son élection à la présidence du Pérou au mois de juillet 2021, Pedro Castillo fait en effet face à des tentatives répétées de déstabilisation de la part de la droite qui cherche, par tous les moyens, à limiter les marges de manœuvre dont il pourrait disposer en vue d'appliquer son programme. Dès la proclamation des résultats par le Jury National des Elections (JNE), Keiko Fujimori, candidate de la droite conservatrice et autoritaire ayant affronté Castillo lors du second tour de ce scrutin, s'appuie sur le fait que seulement 44000 voix la séparent de son opposant de gauche afin de l'accuser d'avoir eu recours à une fraude électorale. Ainsi, si les droites brésilienne et argentine s'appuient sur une instrumentalisation à des fins politiques de motifs judiciaires, la stratégie adoptée par leur homologue péruvienne à l'issue du dernier scrutin présidentiel est caractéristique d'une seconde forme de judiciarisation de la sphère politique qui se traduit par la diffusion dans l'espace public de suspicions de fraude électorale. C'est ainsi que l'objectif affiché de préserver la démocratie en garantissant la transparence des processus électoraux représente paradoxalement un instrument utilisé par les droites latino-américaines en vue de contourner le résultat de processus démocratiques. Si Fujimori et ses soutiens sont finalement désavoués par l'ensemble des missions électorales présentes lors du second tour qui attestent du fait que cette élection a bel et bien été libre et transparente, ceux-ci ne s'arrêtent pas là. Le 28 mars 2022, plusieurs parlementaires de droite enclenchent une procédure de destitution à l'encontre de Castillo en s'appuyant sur des accusations de corruption relayées à son encontre par une lobbyiste qui s'avère en réalité avoir participé au financement de la campagne de Fujimori⁽³⁾. Si cette motion de destitution n'obtient finalement que 55 voix - loin des 87 nécessaires, Castillo échappe de nouveau à une deuxième procédure de destitution au mois de novembre.

Ces tentatives répétées de déstabilisation sont renforcées par une importante instabilité gouvernementale depuis l'élection de Castillo. En effet, celui-ci a opéré à 4 changements de gouvernements et, par

conséquent, à autant de changements d'orientation politique, en moins d'un an et demi. Cela s'explique par les démissions à intervalles rapprochés de plusieurs présidents du Conseil à la suite de révélations d'affaires judiciaires ou de désaccords politiques apparus au gré des réorientations gouvernementales, rendues pourtant indispensables par la nécessité de s'assurer le vote de confiance de la part d'une majorité de parlementaires dans un Congrès dominé par l'opposition de droite - qui dispose de 75 parlementaires sur 130. Le remplacement, dès le 20 août 2021, du chancelier Hector Bejar, intellectuel marxiste favorable à l'impulsion d'une réorientation significative de la diplomatie péruvienne, par Oscar Maurtua, un diplomate plus modéré désireux de revenir à une diplomatie plus traditionnelle, est représentatif de ces errements idéologiques caractéristiques de l'étroite coalition hétéroclite sur laquelle repose le maintien de Castillo au pouvoir depuis un an et demi. Ce premier revirement ouvre la voie à la nomination d'un certain nombre de personnalités politiques qualifiées d'indépendantes ou issues de partis de droite ou de centre-droit, à l'image de Heidy Juarez, qui occupe le poste de Ministre de la Femme et des Populations vulnérables au sein du dernier gouvernement Castillo, ce qui conduit ce dernier à s'aliéner progressivement une majorité des partis de gauche ayant permis son accession au pouvoir, au premier rang desquels le parti marxiste-léniniste *Pérou Libre* duquel il est issu.

C'est alors que, dos au mur et exposé à la menace d'une troisième procédure de destitution, Castillo précipite sa chute en annonçant la dissolution du Congrès péruvien le 7 décembre 2022. Il justifie alors cette décision par sa volonté de convoquer, dans un délai maximal de neuf mois, un nouveau Congrès qui se chargerait de rédiger un nouveau texte constitutionnel qui viendrait se substituer à l'actuelle Constitution héritée du régime autoritaire d'Alberto Fujimori. Cet acte peut s'expliquer par le fait que le texte constitutionnel actuellement en vigueur limite de manière significative les marges de manœuvre dont il dispose en vue de réorienter la politique économique péruvienne. En effet, un ensemble de principes néolibéraux y sont érigés en principes constitutionnels, à l'image de

l'interdiction de la dénonciation des Traités bilatéraux d'investissements (TBI) conclus entre le Pérou et d'autres Etats en vue de favoriser les investissements d'entreprises privées issues de ces Etats au sein du territoire péruvien. Or, afin de pouvoir convoquer une Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, il est nécessaire d'obtenir au préalable l'approbation du Congrès péruvien ce qui s'est avéré impossible à plusieurs reprises depuis le début de la présidence de Castillo.

Si, dans un tel contexte, la dissolution du Parlement péruvien peut alors apparaître comme la seule solution en vue de tenter d'obtenir une Assemblée plus favorable à la rédaction d'une nouvelle Constitution, celle-ci est cependant contraire à la Constitution actuellement en vigueur. En effet, d'après l'Article 134 de ce texte constitutionnel : "Le Président de la République est habilité à dissoudre le Congrès si celui-ci a censuré ou refusé la confiance à deux Conseils des ministres", ce qui, malgré les tentatives de déstabilisation répétées de la droite, n'est en l'occurrence pas le cas. Il n'en faut pas moins pour qu'une grande partie des membres du gouvernement Castillo se désolidarisent de cette décision et annoncent immédiatement leur démission. De ce point de vue, la réaction de Dina Boluarte, élue vice-présidente aux côtés du président péruvien au mois de juillet 2021, est notable. En effet, celle-ci se fend d'un tweet particulièrement critique dans lequel elle accuse Castillo de s'être rendu coupable d'un : "coup d'Etat qui aggrave la crise politique et institutionnelle que la société péruvienne devra surmonter dans le strict respect de la loi". Il est vrai que cette tentative désespérée de Castillo peut s'apparenter à une forme d' "Auto-coup d'Etat" dans la mesure où il opère à une rupture de l'ordre constitutionnel en vue de prendre la possession de la quasi-totalité des pouvoirs de l'Etat. En effet, il annonce également qu'il gouvernera par décret le temps que de nouvelles élections soient organisées en vue de désigner un nouveau Congrès chargé d'entamer un processus constitutionnel. Si nous ne pouvons réellement savoir si cette décision s'apparente à une volonté de rompre avec un ordre constitutionnel hérité d'un régime autoritaire ou, à l'inverse, d'imposer

simplement de manière autoritaire son projet politique, toujours est-il que le fait de gouverner par décret pour une durée qui n'est pas clairement déterminée représenterait une entrave à la séparation des pouvoirs.

Il n'en faut pas moins pour que le Congrès se réunisse en urgence pour se prononcer sur une nouvelle motion de destitution pour "incapacité morale" qui est, cette fois-ci, adoptée à une large majorité dans la mesure où 101 parlementaires, y compris de gauche, se prononcent en faveur de cette motion. Pedro Castillo se voit alors arrêter par son garde du corps quelques heures plus tard et ce, alors même que le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador lui avait accordé l'asile politique dans la foulée. Suite à cette arrestation, Dina Boluarte prête serment devant le Congrès péruvien et remplace ainsi Castillo à la tête du pays. Cependant, son accession au pouvoir ne permet pas de pacifier la situation, bien au contraire. En effet, depuis cet événement, d'importantes mobilisations sociales se tiennent à l'initiative de syndicats agraires, ainsi que d'organisations sociales paysannes et indigènes en vue de manifester leur rejet du nouveau gouvernement mis en place par Boluarte, mais également leur souhait de voir le désormais ex président remis en liberté. Entre 1000 et 2000 personnes se sont notamment réunies le dimanche 11 décembre devant le Parlement en vue de demander la libération de Castillo.

Ce mécontentement peut s'expliquer par le fait que Dina Boluarte semble tourner le dos au projet politique qui avait été démocratiquement plébiscité lors du dernier scrutin présidentiel péruvien. En effet, à peine arrivée au pouvoir, elle a annoncé sa volonté de constituer un gouvernement "technique" n'incluant aucun parlementaire. En d'autres termes, pour paraphraser le juriste Alain Supiot, Boluarte privilégie la gouvernance par les nombres au gouvernement⁽⁴⁾, c'est-à-dire qu'elle promeut un idéal fondé sur la réalisation efficace d'objectifs mesurables et utiles plutôt que la défense d'une puissance publique chargée d'assurer, par la loi, la justice et la réduction des importantes inégalités économiques et sociales qui fracturent la société péruvienne. De ce point de vue, si

nous ne pouvons pas appuyer la thèse selon laquelle l'arrivée au pouvoir de Boluarte résulte d'un coup d'Etat parlementaire dans la mesure où la destitution a été adoptée conformément au cadre constitutionnel péruvien, il n'en demeure pas moins qu'elle est caractéristique d'une forme de "néolibéralisme par surprise" pour reprendre l'expression utilisée par Susan Stokes en vue de désigner l'ensemble des gouvernements appliquant des mesures néolibérales, après avoir été élus sur la base de programmes diamétralement opposés. Ceux-ci compensent alors le manque de légitimité démocratique de leur action par l'instrumentalisation d'affaires judiciaires, corrélée à la mise en place d'importantes campagnes médiatiques visant à discréditer leurs adversaires politiques auprès de l'opinion publique.

Nous ne pouvons qu'espérer qu'au lieu d'emprunter cette voie qui conduirait à fracturer une société déjà extrêmement polarisée, Boluarte s'en tienne plutôt aux priorités notamment exposées par Lula dans le communiqué publié en réaction à sa nomination. En effet, ce dernier y met l'accent sur la nécessité de rechercher, avant toute chose, la réconciliation du pays et la paix sociale. Deux objectifs que le Pérou partage notamment avec l'Argentine et le Brésil, deux autres pays dans lesquels le pacte démocratique a été tout autant fragilisé par les mécanismes de judiciarisation de la sphère politique.

Références

⁽¹⁾ Pagina 12, "Los partidos de futbol del fiscal Luciani y el juez Giménez Uriburu en la quinta de Macri", 08/08/2022;
<https://www.pagina12.com.ar/447454-juicio-contra-cristina-kirchner-los-partidos-de-futbol-del-f>

⁽²⁾ La Nación, "Cristina Kirchner 2023: ¿una realidad o una utopía?", 08/11/2022 ;
<https://www.lanacion.com.ar/opinion/cristina-kirchner-2023-una-realidad-o-una-utopia-nid08112022/>

⁽³⁾ RFI, “Procédure de destitution au Pérou : “des ficelles qui ressemblent à celles de la déstabilisation”, 28/03/2022 ;

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/journal-d-haïti-et-des-amériques/20220328-procédure-de-destitution-au-pérou-des-ficelles-qui-ressemblent-à-celles-de-la-déstabilisation>

⁽⁴⁾ SUPIOT Alain, *La gouvernance par les nombres*, Fayard, 18 mars 2015.

- Partager l'article
- télécharger le pdf

Nous soutenir

Si vous aimez notre travail, c'est par ici !

[j'y vais](#)

suivez-nous sur les réseaux

[Instagram](#) [Facebook](#) [Twitter](#) [Youtube](#)

#LTR

dans la même catégorie...



[L'étrange victoire de l'extrême-droite contre la politique](#)

[Lire l'article](#)



[Vivre en biorégionaliste pour survivre à la crise climatique](#)

[Lire l'article](#)



Réformer les contrôles d'identité pour une police républicaine au service de la population

[Lire l'article](#)

NOS REVUES

N°2

GAUCHE
RÉPUBLICAINE
& SOCIALISTE

juin/
juillet 2021

VIVE LA COMMUNE



DEPUIS

LUTTE 150
CONTINUE ANS

Le Temps des

RUPTURES

C'est encore mieux version papier.

[je découvre](#)

Lire aussi...